16-54 Achat d'un algéco

Madame le maire expose la situation de la classe de GS-CP au Conseil municipal :

locaux très vétustes, difficilement réparables, peu adaptés à une classe accueillant des petits compte-tenu de ses dimensions.

Elle évoque également l'impossibilité d'investir sur du long terme, l'avenir de l'école étant très incertain. Pour améliorer la situation à court terme, elle propose d'acheter un quadruple ALGECO d'occasion d'une surface de 60m², mis en vente par l'entreprise DACHEUX de SAINT-AUBIN-LE-CAUF pour la somme de 12 500 €TTC.

Le Conseil municipal :

- approuve cette proposition pour les motifs exposés,
- décide l'achat d'un quadruple ALGECO d'occasion à l'entreprise DACHEUX pour un montant de 12 500€TTC,
- donne pouvoir au maire pour réaliser cette opération.

16-55 Aide maternelle classe de GS - CP

Madame le maire rappelle au Conseil municipal que depuis plusieurs années, Madame STRULLU, enseignante en GS-CP, demande à ce qu'un personnel communal soit affecté à sa classe, au moins en début d'année, compte tenu du fait que les élèves de grande section de maternelle sont encore assez peu autonomes.

Les conditions de la prochaine rentrée scolaire seront probablement les suivantes :

- 10 enfants au CP
- 14 enfants en grande section

Afin d'optimiser le fonctionnement pédagogique de la classe, le maire propose d'embaucher une aide maternelle en contrat aidé CUI-CAE à la rentrée de septembre sur la base de 20 heures annualisées.

Le Conseil municipal :

- approuve cette proposition pour les motifs exposés,
- donne pouvoir au maire pour prendre contact avec Pôle Emploi afin de mettre en œuvre cette décision.

16-56 Ecole : piscine à la rentrée 2016

Madame le maire rappelle que, depuis la fermeture de la piscine d'ARQUES-LA-BATAILLE, les élèves sont privés de l'enseignement de la natation, faute de lieu d'apprentissage. La piscine du complexe Ludibulle de SAINT-MARTIN-EN-CAMPAGNE étant ré-ouverte, il est désormais possible d'y inscrire l'école de la commune.

Elle précise que toutes les classes seraient concernées :

- GS-CP : 15 séances
- CE1-CE2 : 15 séances
- CM1-CM2 : 7 séances

Le coût de la séance est de 130€

À cela vient s'ajouter le prix du transport. Pour en limiter le montant, il est possible que deux classes fréquentent la piscine sur le même créneau horaire.

Le Conseil municipal :

- considère que l'enseignement de la natation est essentiel pour les enfants de la commune,
- approuve l'idée de les faire bénéficier de cet enseignement à la piscine Ludibulle de SAINT-MARTIN-EN-CAMPAGNE à la rentrée 2016 selon les modalités suivantes :
 - GS-CP : 15 séances
 - CE1-CE2 : 15 séances
 - CM1-CM2 : 7 séances,
- donne pouvoir au maire pour mettre en place ce dispositif.

16-57 Reprise des concessions en état d'abandon

Après avoir entendu lecture du rapport de Madame le maire qui lui demande de se prononcer sur la reprise par la commune des concessions (liste ci-jointe) dans le cimetière communal, concessions qui ont plus de trente ans d'existence et dont l'état d'abandon a été constaté à deux reprises, à quatre ans d'intervalle les 13 janvier 2012 et 20 mai 2016 dans les conditions prévues par l'article R.2223-13 du Code général des collectivités territoriales, donnant aux communes la faculté de reprendre les concessions en état d'abandon,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2223-17 et R.2223-18, considérant que les concessions dont il s'agit ont plus de trente ans d'existence, que la dernière inhumation remonte à plus de dix ans et qu'elles sont en état d'abandon selon les termes de l'article précité,

Considérant que cette situation constitue une violation de l'engagement souscrit par les attributaires des concessions, en leurs noms et aux noms de leurs successeurs, de les maintenir en bon état d'entretien, et qu'elles nuisent au bon ordre et à la décence du cimetière,

Le conseil municipal décide que

- Les concessions, dont la liste est jointe à la délibération, délivrées dans le cimetière communal sont réputées en état d'abandon,

- Madame le maire est autorisée à reprendre les concessions au nom de la commune et à les remettre en service pour de nouvelles inhumations.

VI)	FPIC 2016
------------	------------------

16-58 FPIC 2016

- Vu l'article 144 de la loi de finances initiale pour 2012 instituant un mécanisme de péréquation horizontale pour le secteur communal : le Fonds de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC),
- Vu le courrier de la Préfecture de la Seine-Maritime nous informant du montant définitif du FPIC au titre de 2016,
- Vu l'accord de principe établi lors du Conseil Consultatif du 14 juin 2016,

Depuis 2012, sur proposition du Conseil Consultatif des Maires, le Conseil Communautaire déroge à la répartition du régime de droit commun. La répartition dérogatoire permet à la Communauté de communes pour l'année 2016 de prendre en charge une partie des dépenses liées à l'aménagement numérique, aux études techniques préparatoires à l'élargissement du territoire en 2017 et au reste à financer de la participation au SMOMRE.

Conformément au Débat d'Orientation Budgétaires 2016, le Conseil consultatif a proposé de retenir la répartition du FPIC voté en 2015 soit 59 % pour la Communauté de communes et 41 % pour les communes.

Constatant le montant du FPIC 2016 : 343 065 € (281 719 € en 2015) ; il est proposé d'adopter la répartition suivante :

Communauté de communes : 202 408 €

Fonds communal* : 140 657 €

Commune	FPIC 2015	FPIC 2016	Commune	FPIC 2015	FPIC 2016
Bailly-en-Rivière	6 335	7 670	Notre-Dame-d'A.	9 322	11 182
Bellengreville	5 864	6 965	Ricarville-du-Val	2021	2 512
Dampierre SN	5 701	6 837	Saint-Aubin-le-C	9170	10 659
Douvrend	6 215	7 557	Saint-Jacques-d'A.	4 673	5 645
Envermeu	18 656	22 197	Saint-Nicolas-d'A.	20 409	24 198
Freulleville	4 825	5 742	Saint-Ouen-S-Bailly	2 477	2 940
Les Ifs	689	967	Saint-Vaast-d'E	8 306	10 567
Meulers	7 208	9 105	Sauchay	4 930	5 914

Soit pour la commune de Saint-Aubin-le-Cauf, l'attribution de 10 659 € au titre du FPIC 2016.

*Le taux de répartition est calculé sur la base des montants attribués à chaque commune par les services de la DGCL chaque année dans le cas de l'application du droit commun.

En conséquence,

Il est proposé à l'Assemblée :

- de choisir le régime dérogatoire libre et de respecter la même répartition, en pourcentage en vigueur en 2015 (régime dérogatoire libre) telle qu'indiquée dans le tableau ci-dessus,
- d'autoriser le Maire à mettre en œuvre la présente délibération.

VII) REPARTITION DES SIEGES AU FUTUR TERRITOIRE DE LA CCMV

16-59 Répartition des sièges au futur territoire de la CCMV

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 35 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.5211-6-1 et L.5211-6-2 ;

VU l'arrêté préfectoral du 31 mars 2016 portant Schéma Départemental de Coopération Intercommunale de la Seine-Maritime ;

Vu l'arrêté du 3 mai 2016 portant projet de modification de périmètre de la Communauté de communes des Monts et Vallées intégrant les communes de Petit Caux, d'Avesnes-en-Val de la Communauté de communes de Londinières, Canehan, Cuverville-sur-Yères, Saint-Martin-le-Gaillard, Sept-Meules, Touffreville-sur-Eu et Villy-sur-Yères de la Communauté de communes Yères et Plateaux,

Le Maire rappelle au conseil municipal que la composition de la Communauté issue de l'extension de périmètre sera, conformément aux dispositions de l'article 35 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, fixée selon les modalités prévues à l'article L.5211-6-1 du CGCT.

Ainsi, la composition du conseil communautaire de la Communauté à l'issue de l'extension de périmètre pourrait être fixée :

- selon un accord local permettant de répartir au maximum 25% de sièges supplémentaires par rapport à la somme des sièges attribués en application de la règle de la proportionnelle à la plus forte moyenne basée sur le tableau de l'article L.5211-6-1 III et des sièges de « droits » attribués conformément au IV du même article, mais dont la répartition des sièges devra respecter les conditions cumulatives suivantes :
 - être répartis en fonction de la population municipale de chaque commune,
 - chaque commune devra disposer d'au moins un siège
 - aucune commune ne pourra disposer de plus la moitié des sièges
 - la part de sièges attribuée à chaque commune ne pourra s'écarter de plus de 20 % de la proportion de sa population dans la population globale des communes membres, sauf à bénéficier de l'une des deux exceptions à cette règle

Afin de conclure un tel accord local, les communes incluses dans le périmètre de la Communauté à l'issue de l'extension devront approuver une composition du conseil communautaire de la communauté respectant les conditions précitées, à la majorité des deux tiers au moins des Conseils municipaux des communes incluse dans le périmètre de la fusion, représentant la moitié de la population totale :

- soit, avant la publication de l'arrêté préfectoral portant extension ;
- soit, postérieurement à la publication de l'arrêté portant fusion, dans un délai de 3 mois suivant sa publication et, en tout état de cause, avant le 15 décembre 2016

A défaut d'un tel accord constaté par le préfet au 15 décembre 2016, selon la procédure légale, le préfet fixant à 51 sièges, le nombre de sièges du Conseil Communautaire de la nouvelle Communauté issue de l'extension précitée, qu'il répartira conformément aux dispositions des II et III de l'article L.5211-6-1 du CGCT.

Le Maire indique au conseil municipal qu'il a été envisagé de conclure, entre les communes incluses dans le projet de modification de périmètre de la Communauté de communes des Monts et Vallées intégrant les communes de Petit Caux, d'Avesnes-en-Val de la Communauté de communes de Londinières, Canehan, Cuverville-sur-Yères, Saint-Martin-le-Gaillard, Sept-Meules, Touffreville-sur-Eu et Villy-sur-Yères de la Communauté de communes Yères et Plateaux, arrêté par le préfet le 3 mai 2016, un accord local, fixant à 54 le nombre de sièges du conseil communautaire de la Communauté à l'issue de l'extension de périmètre, réparti, conformément aux principes énoncés au I-2°) de l'article L.5211-6-1 du CGCT, de la manière suivante:

• Avesnes-en-Val :	1 siège
• Bailly-en-Rivière	1 siège
• Bellengreville	1 siège
• Canehan	1 siège
• Cuverville-sur-Yères	1 siège
• Dampierre-Saint-Nicolas	1 siège
• Douvrend	1 siège
• Envermeu	4 sièges
• Freulleville	1 siège
• Les Ifs	1 siège
• Meulers	2 sièges
• Notre-Dame-d'Aliermont	2 sièges
• Petit-Caux	18 sièges
• Ricarville-du-Val	1 siège
• Saint -Aubin-le-Cauf	2 sièges
• Saint-Jacques-d'Aliermont	1 siège
• Saint-Martin-le-Gaillard	1 siège
• Saint-Nicolas-d'Aliermont	7 sièges
• Saint-Ouen-sous-Bailly	1 siège
• Saint-Vaast-d'Equiqueville	2 sièges
• Sauchay	1 siège
• Sept-Meules	1 siège
• Touffreville-sur-Eu	1 siège
• Villy-sur-Yères	1 siège

Il est donc demandé au conseil municipal de bien vouloir, compte tenu de l'ensemble de ces éléments, fixer, en application du I de l'article L.5211-6-1 du CGCT, le nombre et la répartition des sièges du conseil communautaire de la Communauté issue de l'extension de périmètre.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

DECIDE DE FIXER, à 54 le nombre de sièges du conseil communautaire de la Communauté issue modification de périmètre de la Communauté de communes des Monts et Vallées intégrant les communes de Petit Caux, d'Avesnes-en-Val de la Communauté de communes de Londinières, Canehan, Cuverville-sur-Yères,

Saint-Martin-le-Gaillard, Sept-Meules, Touffreville-sur-Eu et Villy-sur-Yères de la Communauté de communes Yères et Plateaux . Il est réparti comme suit :

- Avesnes-en-Val : 1 siège
- Bailly-en-Rivière 1 siège
- Bellengreville 1 siège
- Canehan 1 siège
- Cuverville-sur-Yères 1 siège
- Dampierre-Saint-Nicolas 1 siège
- Douvrend 1 siège
- Envermeu 4 sièges
- Freulleville 1 siège
- Les Ifs 1 siège
- Meulers 2 sièges
- Notre-Dame-d'Aliermont 2 sièges
- Petit-Caux 18 sièges
- Ricarville-du-Val 1 siège
- Saint –Aubin-le-Cauf 2 sièges
- Saint-Jacques-d'Aliermont 1 siège
- Saint-Martin-le-Gaillard 1 siège
- Saint-Nicolas-d'Aliermont 7 sièges
- Saint-Ouen-sous-Bailly 1 siège
- Saint-Vaast-d'Equiqueville 2 sièges
- Sauchay 1 siège
- Sept-Meules 1 siège
- Touffreville-sur-Eu 1 siège
- Villy-sur-Yères 1 siège

AUTORISE Madame le Maire à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération

VIII)

SDE 76 : DUREE D'AMORTISSEMENT

16-60 Effacement de réseaux électriques impasse des Etangs – Durée d'amortissement

Le Maire indique que les effacements de réseaux électriques impasse des Etangs ont été imputés au compte 2041582.

A ce titre, cette dépense donne lieu à amortissement dont il convient d'en fixer la durée. Le Maire propose un amortissement sur 2 ans.

Sur proposition du Maire, le Conseil municipal

- Décide de fixer la durée d'amortissement à deux années,
- Donne tout pouvoir au Maire pour réaliser les écritures comptables découlant de cette décision.

16-61 Génie civil des réseaux de télécommunications électroniques impasse des Etangs – Durée d'amortissement

Le Maire indique que le génie civil des réseaux de télécommunications électroniques impasse des Etangs a été imputé au compte 2041582.

A ce titre, cette dépense donne lieu à amortissement dont il convient d'en fixer la durée. Le Maire propose un amortissement sur 2 ans.

Sur proposition du Maire, le Conseil municipal

- Décide de fixer la durée d'amortissement à deux années,
- Donne tout pouvoir au Maire pour réaliser les écritures comptables découlant de cette décision.

IX)	<i>QUESTIONS DIVERSES</i>
------------	----------------------------------

16-62 Décision modificative – Intégration de terrain de voirie rue Henri IV

Cette année, la commune s'est acquittée des frais de notaire sur la cession à titre gratuit de la voirie rue Henri IV. Le Maire indique que des ajustements budgétaires sont nécessaires pour permettre l'intégration du terrain de voirie.

Sur proposition du Maire, le Conseil municipal adopte la modification budgétaire suivante :

Section d'investissement – opération d'ordre budgétaire patrimoniale

Recettes

Chapitre 041 Compte 1328	+ 1 532 €
--------------------------	-----------

Dépenses

Chapitre 041 Compte 2151	+ 1 532€
--------------------------	----------

16-63 Collège Braque – Classe horaires aménagés musique – Prise en charge d'une partie du transport

Le Maire expose au Conseil Municipal le cas de Maxence LEGOIS, scolarisé en classe horaires aménagés musique au collège "Braque". Seul ce collège propose une option musique.

La commune réglant l'intégralité de la part "famille" pour les élèves transportés vers le collège de rattachement, Le Maire propose la prise en charge du transport vers le collège Braque pour les enfants scolarisés en classe horaires aménagés musique.

Le Conseil Municipal approuve cette proposition et décide de verser 130€ dès la rentrée 2016.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21 h 25.